

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL
de la commune de VALENCIN
Séance du 2 Décembre 2024**

L'an deux mil vingt-quatre, le deux du mois de décembre à 19h30, le Conseil Municipal de la Commune de Valencin, dûment convoqué, s'est réuni en séance ordinaire, dans le lieu habituel de ses séances, à la Mairie de Valencin, au nombre prescrit par la Loi, sous la présidence de Monsieur Bernard JULLIEN, Maire

Nombre de conseillers en exercice :	23	Date de convocation :	26/11/2024
Présents :	17	Date de publication	06/12/2024
Votants :	20		

Présents : M Bernard JULLIEN – M Pierre SERTIER – Mme Geneviève BEGOUEN-DEMEAUX – M Jean-Louis CIANFARANI – Mme Marie DALMAS – M Christophe SOULIER – M Michel LAURENT – M Gilles DENIS – M Yves SERVANGE – Mme Nathalie ZAMBARDI – M Daniel MOTA – Mme Céline GONZALEZ-THOLLIN – Mme Fanny LAMOUCHE – Mme Andrée VACHER – M Christian TERSIGNI – M Christophe BADUFLE – Mme Véronique BOUCHARD

Absents : Mme Audrey BLANCHON donne pouvoir à M Bernard JULLIEN – M Guy DURAND – M Ludovic HIRTH donne pouvoir à Mme Marie DALMAS – Mme Christelle COURTHIAL donne pouvoir à M Daniel MOTA – Mme Vanessa DEVAUX – Mme Virginie CHRISTOPHE

Secrétaire : M Jean-Louis CIANFARANI

N° 09	<u>Délibération n° 2024-084</u>	RIFSEEP – Modification des modalités de maintien en cas de Congé de Longue Maladie et Congé de Grave Maladie
-------	--	---

Monsieur le Maire rappelle la délibération n°2024-002 du 15 Janvier 2024 par laquelle le Conseil Municipal a approuvé les conditions de refonte du régime indemnitaire du RIFSEEP.

Un groupe de travail avait été constitué afin de travailler sur cette refonte car les modalités d'attribution du RIFSEEP mis en place en 2016 sur la Valencin avaient fait l'objet d'un avis défavorable des deux collèges (employeur et agent) du comité social territorial (CST) près le centre de gestion de l'Isère.

Un des points du RIFSEEP rejeté par le CST concernait le maintien du régime indemnitaire en cas de congé de longue maladie, congé de longue durée et congé de grave maladie. La Commune en 2016 avait fait le choix de maintenir le RIFSEEP dans les mêmes proportions que le traitement pour ces trois types de congés. Ceci n'était pas légal car les agents de la fonction publique d'Etat n'avaient pas droit au maintien du régime indemnitaire en cas de congé de longue maladie, congé de longue durée et congé de grave maladie conformément au décret n°2010-997.

Pour rappel, l'article L.714-4 du code général de la fonction publique prévoit que les organes délibérants des collectivités territoriales et de leurs établissements publics fixent les régimes indemnitaires de leurs agents, dans la limite de ceux dont bénéficient les différents services de l'Etat : **les modalités de maintien des primes en cas d'absences ne peuvent pas être plus favorables que celles prévues dans la fonction publique d'Etat.**

La délibération n°2024-002 a donc acté cet état de fait et supprimé le maintien du RIFSEEP en cas de Congés de longue Durée (CLD), Congés de Longue Maladie (CLM) et Congé de Grave Maladie (CGM).

Or afin d'améliorer les garanties en prévoyance dans la fonction publique d'Etat, le décret n°2024-641 du 27 juin 2024 relatif au régime de certains congés pour raison de santé des fonctionnaires et

des agents contractuels de l'Etat est venu modifier le décret n°2010-997 du 26 août 2010 relatif au régime de maintien des primes et indemnités des agents publics de l'État.

A compter du 1^{er} septembre 2024, le décret prévoit que les agents publics de l'État bénéficieront du maintien d'une partie du régime indemnitaire pendant les périodes de CLM et de CGM.

Le bénéfice de ces primes et indemnités sera maintenu à hauteur de 33 % la première année et de 60 % les deuxième et troisième années.

En revanche, les primes resteront suspendues en cas de placement en congé de longue durée (CLD).

Ces dispositions concernant la fonction publique d'État ne sont pas directement applicables à la fonction publique territoriale.

Vu l'avis du Comité Social territorial en date du 19 Novembre 2024

Où cet exposé et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité

✚ **ALIGNÉ** le régime de maintien du RIFSEEP en cas de CLM et de CGM sur le régime applicable aux fonctionnaires de l'Etat

✚ **MODIFIE** l'article 11 de la délibération n°2024-002 comme suit

Article 11 : Les modalités de maintien ou de suppression.

Le versement de l'IFSE est maintenu pendant :

- Les périodes de congés annuels, Jours de RTT, repos compensateurs
- Les congés pris au titre du Compte Epargne Temps
- Une absence liée à une action de formation professionnelle
- Les congés de maternité, état pathologique, d'adoption, de paternité et d'accueil de l'enfant
- Les congés consécutifs à un accident de service ou à une maladie professionnelle
- Les congés pour invalidité temporaire imputable au service
- Le temps partiel thérapeutique
- L'autorisation spéciale d'absences

Concernant la maladie ordinaire et IFSE

Congés de maladie ordinaire		
	Durée de l'absence	Pourcentage de la prime RIFSEEP
	Jusqu'à 3 mois inclus dans les 365 jours qui précèdent l'arrêt	100%
	De 4 à 5 mois inclus dans les 365 jours qui précèdent l'arrêt	75%
	De 6 à 7 mois inclus dans les 365 jours qui précèdent l'arrêt	50%
	A partir de 8 mois dans les 365 jours qui précèdent	0%

Concernant le Congé de Longue Maladie (CLM) et le Congé de Grave Maladie (CGM)

IFSE maintenu à hauteur de 33 % la première année

IFSE maintenu à hauteur de 60 % les deuxième et troisième années.

L'IFSE est suspendu pendant :

- Les congés de longue durée (CLD)

- Le congé parental
- Le congé de proche aidant
- Le congé de solidarité familiale
- La disponibilité
- Le congé de formation professionnelle
- La suspension
- L'exclusion temporaire des fonctions
- Les jours de grève

Toutefois, lorsqu'un agent est placé en CLM, CLD ou CGM à la suite d'une demande présentée au cours d'un congé de maladie ordinaire, les primes et indemnités qui lui ont été versées durant son congé de maladie ordinaire lui demeurent acquises.

Concernant le CIA, l'évaluateur appréciera, au cas par cas, l'impact du congé, au cours de la période de référence, eu égard notamment à sa durée, sur la manière de servir et l'engagement professionnel de l'agent

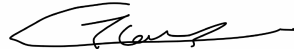
✚ **DIT** que l'ensemble des autres dispositions de la délibération n°2024-002 restent inchangées.

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an que dessus par les membres présents.

Le Maire
Bernard JULLIEN



Le secrétaire
Jean-Louis CIANFARANI



Pour copie conforme,
Valencin, le 06/12/2024
Transmis à la sous-préfecture
Le 06/12/2024